

Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Issued by the office of the
Superintendent of Bankruptcy

Mai 1990
vol. 10 n° 5

May 1990
Vol. 10 No. 5

Canada



Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

Mai 1990
vol. 10 n^o 5

May 1990
Vol. 10 No. 5



Consommation
et Corporations
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le
Surintendant des faillites,
Bureau des Corporations,
Ministère de la Consommation
et des Corporations.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndicis, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement dix fois par année, les mois de juin, juillet et août étant regroupés dans un seul numéro.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à l'éditeur responsable.

INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the
Superintendent of Bankruptcy,
Bureau of Corporations,
Department of Consumer
and Corporate Affairs.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published ten times a year. It combines the months of June, July and August in one single issue.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Subscription requests and all correspondence should be addressed to the editor.

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massüe-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4760
1-819-997-3825

Table des matières

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

Séances d'information des syndicats — deuxième volet, automne 1989	156
Directives <i>N° 32 — Rapport du syndic aux créanciers sur l'administration préliminaire</i>	177
Statistiques — mois de février 1990	179
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites	A-1
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse	A-2

Table of Contents

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

Trustee Information Sessions — Round Two, Fall 1989	157
Directives <i>No. 32 — Trustee's Report to the Creditors on Preliminary Administration</i>	177
Statistics — month of February 1990	179
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy	A-1
Notice to Publisher of Change of Address	A-2

SÉANCES D'INFORMATION DES SYNDICS – DEUXIÈME VOLET

automne 1989

Introduction

Depuis la création du Comité conjoint sur la faillite en 1984, le bureau du Surintendant des faillites a pris un certain nombre de mesures pour améliorer la qualité de l'administration des actifs et des pratiques. L'extraordinaire réaction qu'ont provoquée les premières séances d'information des syndicats, en 1987, nous a incité à entreprendre un suivi à l'automne de 1989. Dix-sept séances ont été coordonnées dans tout le Canada, auxquelles assistaient 435 syndicats et du personnel de niveau supérieur. Des plaques commémoratives du Surintendant ont été remises en hommage à ceux qui pratiquent la profession depuis vingt-cinq ans et plus.

Les séances étaient structurées en brefs exposés suivis de discussions en groupe sur la politique d'émission des licences et les directives connexes, le programme «Faillites de consommateurs : Vers une nouvelle perspective», la rationalisation de l'administration sommaire et certaines directives. Comme on a jugé qu'il était prématuré d'entamer la discussion détaillée sur le dépôt électronique, on a distribué un document d'information aux fins de commentaires. Comme ce fut le cas en 1987, les séances ont donné aux professionnels l'occasion de faire des observations sur les initiatives prises par la Direction des faillites et de partager l'expérience qu'ils ont acquise sur des questions et des problèmes pratiques et quotidiens qui surgissent lors de l'administration des actifs. On a estimé que la franchise et l'énergie dont ont fait preuve les participants lors des discussions étaient stimulantes et essentielles à la création de l'esprit d'ouverture nécessaire au processus de faillite.

Cette année encore, on ne peut attribuer le succès du programme qu'aux efforts des coordonnateurs, des administrateurs et du personnel du Surintendant. Il faut également accorder une mention spéciale aux syndicats membres du Comité conjoint sur la faillite qui ont généreusement donné de leur temps et de leur énergie. Nous sommes extrêmement reconnaissants à tous les participants et organisateurs de s'être impliqués et d'avoir partagé les préoccupations communes à l'égard de l'amélioration de la qualité de l'administration des faillites au Canada.

Notre rapport sur les séances d'information comprendra un aperçu des discussions sur chaque sujet et une série de tableaux présentant les recommandations sur des points particuliers soulevés lors de chaque séance. Dans tous les cas, on a demandé aux coordonnateurs de résumer les discussions de la séance et de fournir le matériel de base aux fins de synthèse. Nous essayons de présenter les résultats avec exactitude et justesse, dans l'espoir que vous trouverez agréable la lecture des observations et que vous prendrez le temps de nous faire part de vos suggestions au sujet d'éléments qui peuvent avoir été oubliés.

Politiques d'émission des licences

En juillet 1989, les politiques d'émission des licences relatives aux personnes physiques et morales, ainsi que les cinq directives à l'appui avaient été expédiées comme un tout. Les séances d'information constituaient la première occasion qu'avaient les syndicats de faire des observations au sujet de ces documents. À cet égard, on a proposé que l'on respecte, dans la mesure du possible, la méthode habituelle consistant à demander aux syndicats de faire des observations au moyen d'exposés-sondages avant la publication.

En règle générale, les politiques d'émission des licences étaient très bien comprises, et la majorité des discussions portaient sur la délégation des pouvoirs, le pouvoir de signature des corporations et les bureaux principal et secondaires. Même s'ils n'ont pas réussi à être unanimes, de nombreux participants étaient d'avis que les syndicats devraient avoir une grande latitude pour ces questions, tout en reconnaissant que les éléments de «propriété» et de «responsabilité» incombent à l'auteur du dossier. Les directives d'accompagnement et les observations afférentes sont traitées séparément sous les en-têtes correspondants du présent rapport.

TRUSTEE INFORMATION SESSIONS – ROUND TWO

Fall 1989

Introduction

Since the creation of the Joint Committee on Bankruptcy in 1984, the Office of the Superintendent of Bankruptcy has undertaken a number of measures to improve the quality of estate administration and practices. Because of the tremendous response to the first trustee information sessions in 1987, a follow up was undertaken in the fall of 1989. Seventeen sessions were coordinated across Canada with approximately 435 trustees and senior staff attending. As a special tribute to long standing practitioners of 25 years and over, Superintendent's Plaques were presented to trustees.

The format for the sessions was comprised of brief presentations followed by group discussions on the Licensing Policy and related Directives, Re-focused Bankruptcy Program, Streamlining of Summary Administrations and selective Directives. Since a detailed discussion on Electronic Filing was considered premature, an information paper was distributed for comments. As was the experience in 1987, the sessions provided practitioners with the occasion to comment on initiatives undertaken by the Bankruptcy Branch and share experiences on practical every-day issues and problems faced in estate administration. The frankness and energy exhibited in the discussions were considered refreshing and essential in building the spirit of openness required of the bankruptcy process.

The success of the program can only again be attributed to efforts of coordinators, administrators and the Superintendent's staff. Special mention must also be given to trustee members of the Joint Committee on Bankruptcy who gave unselfishly of their time and energy. To all participants and organizers we are extremely grateful for their involvement and sharing of common concerns to improve quality of bankruptcy administration in Canada.

Our report on the Information Sessions will entail an overview of the discussion on each of the topical areas and a series of tables setting out recommendations on specific points raised at each session. In all cases, coordinators were requested to summarize their session discussions and provide the base materials for roll-up. In attempting to report these findings accurately and fairly, we do hope you enjoy reading the comments and will take time to put forward your suggestions on facts which may have been overlooked.

Licensing Policies

In July 1989 the Licensing Policies relating to individuals and to corporations along with the five supporting Directives, had initially been sent as a single package. The Information Sessions provided the first opportunity for the trustee community to comment on these documents. In this regard, it was suggested that the traditional procedure of soliciting trustees' comments through exposure draft before issuance be respected where possible.

Generally speaking, the Licensing Policies were well understood with most of the discussion evolving around the delegation of authority, corporate signing power and residency. Although not unanimous, many participants felt that trustees should be given considerable discretion in these matters while respecting the fact that "ownership" and "responsibility" rests with the creator of the file. The accompanying Directives with comments are dealt with separately under their respective headings in this report.

On a indiqué que les politiques n'abordaient pas de façon satisfaisante le processus d'examen. Le taux de réussite de 20 % lors des récents examens de syndics suscitait de graves préoccupations parmi la plupart des syndics. De l'avis unanime, il faudrait entreprendre une revue approfondie du processus entier, en se concentrant particulièrement sur la préparation, la correction et le processus d'appel des examens, et l'on a recommandé que le barème de correction soit publié. Il semble que bon nombre de candidats ne pouvaient pas expliquer pourquoi ils avaient obtenu une si mauvaise note et ne se contentaient pas du «manque de préparation» comme explication. On estime que si le faible taux de succès se maintient, il constituera une menace véritable en ce que de nombreuses maisons n'auront pas de personnel compétent pour la planification de la relève. On a assuré les syndics que le bureau du Surintendant entreprendrait, de concert avec le CCI, un examen approfondi de l'ensemble du processus et prendrait les mesures pour aider les candidats à se préparer à l'examen d'obtention de licence.

Programme «Faillites de consommateurs : Vers une nouvelle perspective»

On s'est reporté aux renseignements statistiques tirés d'examens de séquestre officiel, de rapports et d'études éducatives pour jeter les fondations de la discussion sur le programme mentionné en vedette. Les données statistiques ont provoqué des réactions mitigées. Pour certains participants, ces chiffres témoignaient de «l'échec du système» à aider au rétablissement du failli, tandis que d'autres réfutaient la validité des données, leur interprétation et leur pertinence à la profession de syndic. De nombreux syndics avaient du mal à saisir que la juste mesure consiste à avoir un système de faillite qui est tout à la fois sensible à la tragédie humaine que constitue une faillite et rigoureuse à l'endroit de ceux qui abusent du système.

Compte tenu des contraintes qui seront imminemment imposées aux ressources de la Direction, certains syndics se sont demandés s'il était bien avisé de recourir aux agents pour les examens en groupe. Les avis étaient partagés sur la question de savoir si les syndics avaient une responsabilité, la formation et les compétences voulues pour faire aux tribunaux des recommandations ressortissant au counselling. On n'a pu se mettre d'accord sur la question de savoir si un même syndic devrait traiter la deuxième faillite ou les faillites suivantes d'une même personne.

Il a été recommandé que le Surintendant intervienne plus fréquemment à l'occasion de libérations de faillites répétitives et favorise une meilleure compréhension du processus de faillite en prenant des initiatives d'éducation préventive. On était également d'avis que les tribunaux devraient prendre des mesures plus rigoureuses, notamment des délais de libération plus longs, des paiements plus importants, des efforts de rétablissement personnels et la présence obligatoire de récidivistes lors des audiences de libération. En règle générale, la plupart des syndics étaient d'avis qu'il appartient au Surintendant de s'impliquer davantage dans le rétablissement des débiteurs et d'utiliser ses ressources à sa convenance, à condition que cela ne nuise pas à l'administration efficiente des dossiers et ne fasse pas participer les syndics sans leur apport et leur consentement. Comme méthode de prévention de faillites répétitives, on a généralement convenu que les fournisseurs de crédit doivent accepter une plus grande responsabilité pour la facilité avec laquelle ils accordent du crédit et qu'il faut insister davantage sur le counselling budgétaire par les organismes sociaux et scolaires.

Rationalisation de l'administration sommaire

Lors d'un certain nombre de séances, on a mentionné que la rationalisation de l'administration sommaire pourrait avoir un effet contraire à celui de renforcer le système grâce aux efforts de réorientation. En simplifiant le système, nous pourrions renforcer la perception que la faillite est une échappatoire pour les débiteurs. On a vu deux volets à la rationalisation : interne avec le bureau du Surintendant et externe avec les bureaux de syndics. On a perçu en grande partie les efforts entrepris à cette date comme un moyen de réduire la paperasse dans les bureaux du Surintendant qui a très peu de répercussions sur les syndics.

Pour bon nombre de syndics, ce n'est pas la paperasse qui était le principal obstacle à un système efficient, mais plutôt le temps consacré à répondre à des demandes de renseignements, à des plaintes, aux préoccupations de Revenu Canada et aux objections des créanciers. Les syndics apprécieraient grandement qu'on fasse des efforts pour les aider dans ces secteurs. De l'avis général, les honoraires versés dans le cadre de l'administration sommaire préoccupent beaucoup tous les syndics. Ceux-ci ont du mal à comprendre les retards apportés par le passé à donner suite aux augmentations d'honoraires demandées en vertu de la règle 115 et à évaluer le plafond de 1 000 \$ pour les administrations sommaires par le Surintendant.

It was proposed that the policies did not adequately address the examination process. The 20% passing rate on the recent trustee examination was a matter of considerable concern to most trustees. It was the consensus that an in-depth review of the total process be undertaken with special emphasis on the exam preparation, correction and appeal processes along with the recommendation that the exam answer key be published. It appeared that many candidates could not explain why they did so badly, and were not satisfied with the "lack of preparation" rationale. A continuation of this low success rate was perceived as a definite threat to ensuring many firms have qualified personnel for succession planning. Trustees were ensured that the Superintendent's Office would undertake jointly with the CIA a thorough review of the total process and steps to support candidates in their preparation for the Licensing Examination.

Re-focusing of the Bankruptcy Program

The reference to statistical information generated from official receiver examinations, reports and educational studies provided the basis for discussion the Re-focused Program. The statistical data were met with mixed reaction. For some participants these figures reflected the "failure of the system" to help the bankrupt's rehabilitation, while others refuted the validity of the data, its interpretation and relevancy to the trustee profession. The balance in trying to affect a bankruptcy system which was both sensitive to the human tragedy associated with bankruptcy and demanding on system abusers was difficult for many trustees to come to terms with.

In light of pending resource restraints in the Branch, some trustees questioned the wisdom of using officer for group examinations. There were mixed opinions on whether trustees had a responsibility, training and qualifications to make Court recommendations of a counselling nature. There was little consensus on whether or not the same trustee should handle the second or subsequent bankruptcies of the same person.

It was recommended that the Superintendent intervene more frequently at discharge of repeat bankruptcies and promote a better understanding of the bankruptcy process through proactive educational initiatives. It was also felt that the Court should initiate more stringent measures such as longer discharge delays, larger payments, personal rehabilitative efforts and the requiring of repeaters attendance at discharge hearings. Generally speaking, most trustees felt that it was the Superintendent's prerogative to become more involved in debtor rehabilitation and use his resources as he sees fit, provided it did not jeopardize the efficient administration of estates and involve the participation of the trustee community without their input and consent. As a method of preventing repeat bankruptcies, it was generally agreed that the credit grantors must accept more responsibility for easy credit and greater emphasis be placed on budget counselling from social and school agencies.

Streamlining the Summary Administration

It was mentioned in a number of sessions that Streamlining the Summary Administration could be counter productive to strengthening up the system through the re-focusing efforts. By simplifying the system we could be reinforcing the perception that bankruptcy is an easy way out for debtors. Streamlining was seen to be twofold: internal within the Superintendent's Offices and external within the offices of trustees. Efforts undertaken to date were largely perceived as a method of reducing the paper flow within the Superintendent's Offices and as having little impact on trustees.

For many trustees it was not cutting the paper flow which was the major obstacle to an efficient system but rather the time involved in answering information requests, complaints, Revenue Canada's concerns and creditors' objections. Efforts to assist the trustee in these areas would be greatly appreciated. It was generally agreed that fees under Summary Administrations were a major concern for all trustees. Trustees had difficulty understanding the past delays in addressing fee increase requested under Rule 115 and appreciating the \$1,000.00 ceiling for summaries by the Superintendent.

Bien qu'il n'ait pas eu unanimité pour revenir au système à avis unique, la plupart des syndicats préconisaient une taxation de routine des comptes, soit par le séquestre officiel, soit par le greffier du tribunal, puisque les honoraires sont fixés au préalable par tarif, l'élimination de la première assemblée des créanciers, à moins qu'elle ne soit demandée par eux, et l'élimination de la nécessité pour le syndic d'être présent à sa libération, à moins qu'une objection soit enregistrée. Un certain nombre de syndicats ont loué les efforts entrepris pour accélérer le flot de l'information grâce à la transmission électronique et à l'utilisation de matériel informatisé aux bureaux des syndicats, afin de couper les coûts et d'améliorer l'efficacité opérationnelle.

Dépôt électronique

Au départ, on a proposé de présenter le dépôt électronique comme l'une des options pour régler la compression des ressources et pour répondre à la demande, toujours croissante, d'échange d'informations entre les participants à une faillite. Les syndicats s'inquiétaient de l'aspect pratique d'un nouveau système informatisé pour les syndicats particuliers, des coûts, des droits d'utilisateurs, du manque de consultation et de l'acceptation par les tribunaux. En raison de l'incertitude entourant toutes ces questions, on a demandé aux syndicats de lire un document de travail inséré dans leur chemise de documentation pour la séance et de faire parvenir leurs observations au Comité conjoint sur la faillite. En outre, on leur a fait savoir qu'on avait constitué un comité permanent sur l'automatisation afin de discuter des développements futurs dans ce domaine et de les planifier.

Relations avec Revenu Canada - Impôt

On a fortement critiqué les pratiques actuelles de Revenu Canada qui ne respecte pas ou n'applique pas uniformément l'entente qu'il a conclue avec les syndicats dans les directives n° 9R, Déclarations d'impôt et n° 12, Fiducie présumée. Les syndicats aimeraient également obtenir des éclaircissements sur la saisie-arrêt accrue, qui est une super priorité de Revenu Canada. À cet égard, les syndicats penchaient en faveur de la poursuite et de l'intensification du dialogue entre Revenu Canada, le bureau du Surintendant et les syndicats.

Conclusion

Nous avons l'honneur de vous présenter ce rapport dans l'esprit de la dernière séance d'information. L'échange d'information qui a eu lieu, la collaboration qui s'est développée et les observations que nous avons reçues sont une source importante de conseils constructifs qui apporteront des améliorations. Il y a bien des sujets de réflexion pour le Comité conjoint sur la faillite, les syndicats et le Surintendant des faillites. Nous essaierons de répondre dans le plus bref délai aux préoccupations soulevées par tous les participants dans le cadre des séances d'information.

Nos réalisations lors des séances antérieures sont impressionnantes, car elles sont le résultat de votre professionnalisme. Je désire remercier tous et chacun des efforts qu'ils ont déployés en assistant à ces séances et pour promouvoir la meilleure qualité possible dans l'administration des faillites au Canada.

Pour compléter cet élément consultatif, nous ne ménagerons aucun effort pour stimuler un esprit d'ouverture et pour faire naître l'unanimité parmi les syndicats, les fonctionnaires des tribunaux, les employés des bureaux de faillite et les ministères ainsi que d'autres intéressés lorsqu'il faut prendre des décisions cruciales touchant l'administration des biens.

Although there was no consensus in returning to a one notice system, most trustees advocated a routine taxing of accounts by either the Official Receiver or the Court Registrar since fees were pre-fixed under tariff, elimination of First Meeting of Creditors unless requested by creditors and the doing away with the need for the trustee to be present at his/her discharge unless an objection is registered. A number of trustees lauded the effort of speeding up the "flow of information" through electronic transmission and the usage of computerized equipment in trustee offices to cut costs and improve operational efficiencies.

Electronic Filing

Initially it was proposed to present Electronic Filing as one option to address resource restraints and to meet the ever increasing demand for information exchange between bankruptcy participants. Trustees were concerned about the practicality of a new computerized system on sole practitioners, the cost factors, user fees, lack of consultation and Court acceptance. Because of the uncertainty surrounding these matters, trustees were requested to read a discussion paper in their Session Binders and send their comments to the Joint Committee on Bankruptcy. In addition they were informed of the creation of an Automation Standing Committee to discuss and plan future developments in this field.

Relations with Revenue Canada - Taxation

There was considerable criticism of the current practices of Revenue Canada in not respecting or consistently not applying the agreement they have with the trustee community through Directives #9R, Income Tax Returns and #12, Deemed Trust. Trustees would also appreciate clarification as to Enhanced Garnishment, Revenue Canada Super Priority. In this regard there was encouragement in favour of continuing and increasing the dialogue between Revenue Canada, the Office of the Superintendent and the trustee community.

Conclusion

We are pleased to provide you with this report in the context of the last Information Session. The exchange of information, the cooperation which was established and the comments received are an important source of constructive advice for improvement. There is much food for thought for the Joint Committee on Bankruptcy, the trustee community and the Superintendent of Bankruptcy. We will try to respond as quickly as possible to concerns raised by all participants as part of the Information Sessions.

Our achievement for the past sessions is impressive as it is the result of your professionalism. I wish to thank each and every one of you for your efforts in attending these sessions and promoting the best possible qualities of bankruptcy administration in Canada.

To complement this consultative component, every effort will be made to encourage a spirit of openness and consensus building among trustees, Court officials, bankruptcy employees, government departments and other interested parties in making critical decision affecting estate administration.

Directive N° 26 – Délégation des pouvoirs

Observations

Auteur des observations

1. Cette directive est inutile, car elle ne fait qu'énoncer l'évidence et s'applique à une minorité de syndicats.
2. Lorsque l'administration des nominations est jugée inadéquate à l'article 9, le syndic doit recevoir l'assurance que l'Administrateur de faillite en discutera avant de prendre des mesures.
3. D'autres syndicats du même bureau devraient avoir des droits de co-signataire au dossier. La délégation dans les petits bureaux peut être irréalisable.
4. Éclaircir et étendre l'article 7 afin d'y inclure des exemples et des normes minimales.
5. L'utilisation du terme «opinion» au paragraphe 7(c) est très subjectif.
6. La délégation devrait être faite à quiconque le syndic juge «responsable».
7. Le type, l'auteur et la façon de la présentation des plaintes devraient être éclaircis au paragraphe 7(b).
8. Il faudrait supprimer l'article 7 à l'exception du paragraphe d). Ce paragraphe devrait prévoir un fondé de pouvoir de signer des chèques de relève.
9. Il faut éclaircir le paragraphe 7(a) pour établir une distinction entre les syndicats particuliers et les corporations de syndicats.
10. Le syndic est en dernier ressort responsable et devrait avoir une certaine latitude pour le contrôle interne.

Halifax
Ontario

Halifax

Halifax
Vancouver

Ontario
Winnipeg
Regina
Vancouver

Ontario

Ontario

Ontario

Edmonton
Calgary

Vancouver

Vancouver

Directive N° 27 – Cautionnement général du syndic

Observations

Auteur des observations

11. Les cautionnements de biens particuliers sont hors de propos. S'ils sont maintenus, les syndicats devraient obtenir plus de latitude pour les augmenter.
12. Il faudrait éliminer les cautionnements de biens et(ou) généraux.
13. Le cautionnement devrait être remplacé par une assurance responsabilité générale ou un fonds d'usager.

Halifax
Vancouver

Halifax
Ontario
Winnipeg
Regina
Edmonton
Calgary
Vancouver

Ontario
Winnipeg
Regina

Directive #26 – Delegation of Authority

<i>Comments</i>	<i>Origin of Comments</i>
1. This Directive is unnecessary since it is a statement of the obvious and applicable to a minority of trustees.	Halifax Ontario
2. Where performance of delegated appointment is considered inadequate in paragraph 9, the trustee should have assurance that the Bankruptcy Administrator will discuss before taking action.	Halifax
3. Other trustees in same office should have co-signatory rights on file. Delegation in small offices may be impractical.	Halifax Vancouver
4. Clarify and expand paragraph 7 to include examples and minimum standards.	Ontario Winnipeg Regina Vancouver
5. Reference to “opinion” in paragraph 7(c) is very subjective.	Ontario
6. The delegation should be to anyone the trustee deems “responsible”.	Ontario
7. The type of complaints, from whom and manner of presentation, should be clarified in paragraph 7(b).	Ontario
8. With the exception of sub-section (d), paragraph 7 should be deleted. The sub-section should make allowance for back-up cheque signing authority.	Edmonton Calgary
9. Paragraph 7(a) needs to be clarified with respect to individual and corporate trustees.	Vancouver
10. The trustee is ultimately responsible and should have latitude over internal control.	Vancouver

Directive #27 – Trustee General Bond

<i>Comments</i>	<i>Origin of Comments</i>
11. Individual estate bonds are irrelevant. If maintained, trustees should be given more latitude in increasing.	Halifax Vancouver
12. Estate and/or general bonds should be eliminated.	Halifax Ontario Winnipeg Regina Edmonton Calgary Vancouver
13. Bonding should be replaced by general liability insurance or user funds.	Ontario Winnipeg Regina

- | | |
|---|---------------------|
| 14. Il y a une certaine incohérence dans l'application du coût du cautionnement général (100 000 \$) pour les particuliers faisant partie d'une association et une corporation. | Ontario |
| 15. Il faut envisager d'étendre la directive afin d'y inclure le cautionnement des biens. | Edmonton
Calgary |
| 16. L'intention de cette directive n'est pas claire. | Winnipeg
Regina |
| 17. Les cautionnements de biens particuliers inférieurs à 100 000 \$ ne sont pas nécessaires, surtout pour les biens d'actif faible. | Vancouver |

Directive N° 28 – Syndics inactifs

Observations

Auteur des observations

- | | |
|---|---|
| 18. La directive doit éclaircir l'interprétation des termes «inactivité véritable et apparente» et «spécialiste». | Halifax
Ontario
Edmonton
Calgary |
| 19. La méthode de rétablissement d'un syndic inactif doit être éclaircie. | Halifax
Edmonton
Calgary
Vancouver |
| 20. L'article 11 est incohérent avec le paragraphe 8.01 de la Politique d'émission des licences, partie II. | Ontario |
| 21. La structure des honoraires pour les syndics inactifs devrait être inférieure à celle des syndics actifs. | Ontario |
| 22. Il faut éclaircir l'article 4 de cette directive. | Ontario |
| 23. On aura du mal à appliquer cette directive. | Ontario |
| 24. L'obligation de suivre un cours de recyclage pour les syndics inactifs qui désirent être rétablis semble très raisonnable. | Ontario |
| 25. Lorsqu'il a été établi qu'un syndic est inactif, il doit être avisé dans un délai précis, avant que l'Administrateur de faillite prenne d'autres mesures. | Edmonton
Calgary |
| 26. Le rétablissement en se joignant à une firme établie au paragraphe 11(b) est trop subjectif. | Edmonton
Calgary |

Directive N° 29 – Les Bureaux secondaires de syndics

Observations

Auteur des observations

- | | |
|---|----------------------|
| 27. Éclaircir les normes et la terminologie utilisées à l'article 8 de cette directive. | Halifax |
| 28. On aura du mal à appliquer cette directive. | Halifax
Vancouver |

14. There is inconsistency in the application of the general bond cost (\$100,000) for individuals in a partnership and a corporation.	Ontario
15. Consideration be given to expanding the Directive to include estate bonding.	Edmonton Calgary
16. The intent of this Directive is not clear.	Winnipeg Regina
17. Individual estate bonds under \$100,000 are not needed, especially in low asset estates.	Vancouver

Directive #28 – Inactive Trustees

<i>Comments</i>	<i>Origin of Comments</i>
18. Directive must clarify the interpretation of the terms “real and perceived inactive” and “specialist”.	Halifax Ontario Edmonton Calgary
19. The procedure for reactivation of an inactive trustee must be clarified.	Halifax Edmonton Calgary Vancouver
20. Paragraph 11 is inconsistent with paragraph 8.01 of the Licensing Policy Part II.	Ontario
21. Fee structure for inactive trustees should be less than that of active trustees.	Ontario
22. Paragraph 4 of this Directive needs to be clarified.	Ontario
23. Difficulty will be encountered in enforcing this Directive.	Ontario
24. The need for a refresher course for inactive trustees wishing to be reactivated appears most reasonable.	Ontario
25. Following a determination that a trustee is inactive, the trustee should be informed within a specific time frame, before the Bankruptcy Administrator takes further action.	Edmonton Calgary
26. Reactivating by joining an established firm in paragraph 11(b) too subjective.	Edmonton Calgary

Directive #29 – Non-resident Office

<i>Comments</i>	<i>Origin of Comments</i>
27. Clarify standards and terminology used in paragraph 8 of the Directive.	Halifax
28. Difficulties will be encountered in the enforcement of this Directive.	Halifax Vancouver

29. Lorsqu'ils respectent les lignes directrices des articles 7 et 8, les syndicats devraient au moins être capables de pratiquer en toute liberté. Que le marché dicte la marche à suivre.	Ontario
30. L'émission de cette directive devrait avoir fait suite à «un exposé-sondage» utilisé pour la plupart des directives.	Ontario
31. Cette directive est hors de propos et devrait être annulée.	Ontario
32. Les critères pour les bureaux satellites devraient être conséquents avec ceux pour l'ouverture de tout bureau principal.	Ontario
33. Les ententes territoriales existantes entre le Manitoba et l'Ontario pourraient être menacées par les bureaux secondaires.	Winnipeg Regina
34. Les articles 10 et 11 ne sont pas nécessaires.	Winnipeg Regina
35. Pour empêcher l'utilisation abusive de la délégation des pouvoirs de syndic aux bureaux secondaires, il serait préférable d'imposer un nombre de visites du syndic chaque mois, cf. paragraphe 8(e).	Montréal
36. Que l'on laisse la possibilité de faire alterner la délégation des pouvoirs et des responsabilités de syndic dans les bureaux secondaires.	Montréal

Directive N° 30 — Publicité par les syndicats

Observations

*Auteur des
observations*

37. Suggère une nouvelle définition de «sollicitation»: communiquer verbalement ou par écrit, directement ou indirectement, avec une personne que l'on sait être en difficulté financière OU communiquer verbalement ou par écrit, avec une personne que l'on sait faisant de la sollicitation pour lui demander de référer un dossier.	Québec
38. L'expression «bon goût» est vague. Qui est responsable de la définition de ce terme?	Halifax Ontario Winnipeg Regina
39. Clarifier les termes «spécialité» au paragraphe 5(d) et «solliciter» et «annoncer».	Halifax Ontario
40. L'article 6 sème la confusion, tandis que l'article 7 doit être clarifié ou éliminé.	Halifax Edmonton Calgary
41. Cette directive n'est pas nécessaire et n'est pas applicable.	Ontario Winnipeg Regina Vancouver
42. La mention «secondaire» devrait être mise en évidence au paragraphe 6(d) de la directive.	Ontario

29. While respecting the guidelines in paragraphs 7 and 8, trustees should be able to practice freely. Let the market dictate.	Ontario
30. The issuance of this Directive should have followed the “exposure draft procedure” used with most directives.	Ontario
31. This Directive is irrelevant and should be rescinded.	Ontario
32. Criteria for opening any satellite office should be consistent with the opening of any resident office.	Ontario
33. The existing territorial agreements between Manitoba and Ontario could be threatened by non-resident offices.	Winnipeg Regina
34. Paragraphs 10 and 11 are not necessary.	Winnipeg Regina
35. To prevent abuses to “trustee delegation” in non-resident offices, it would be preferable to fix a number of trustee visits per month, ref. paragraph 8(e).	Montreal
36. Latitude be given to alternating trustee delegation and responsibilities in non-resident offices.	Montreal

Directive #30 – Advertising by Trustees

Comments

Origin of Comments

37. Suggest new definition for “solicitation”: to communicate verbally or in writing, directly or indirectly with a person that is known to be in financial difficulty OR to communicate verbally or in writing, with a person that is known to do solicitation to request for referral of files.	Quebec
38. The designation “good taste” is vague. Who is responsible for defining this term?	Halifax Ontario Winnipeg Regina
39. Clarify terms “specialist” in paragraph 5(d), “soliciting” and “advertising”.	Halifax Ontario
40. Paragraph 6 is confusing, while paragraph 7 needs to be clarified or eliminated.	Halifax Edmonton Calgary
41. This Directive is neither needed nor enforceable.	Ontario Winnipeg Regina Vancouver
42. “Non resident” should be highlighted in paragraph 6(d) of the Directive.	Ontario

43. Le paragraphe 6(d) devrait être retiré, puisqu'il a peu de signification pour le grand public.	Ontario
44. L'article 2 devrait être supprimé.	Edmonton Calgary
45. Puisqu'il n'existe pas de mesures disciplinaires du CCI en cas de publicité trompeuse, cette directive est nécessaire.	Edmonton Calgary
46. L'existence d'un organisme consultatif chargé d'examiner la publicité avant sa publication est utile.	Edmonton Calgary
47. L'indication de l'adresse du bureau principal dans des annonces pour des bureaux secondaires n'a pas été jugée pertinente.	Montréal
48. Des spécifications de design de publicité devraient être élaborées.	Montréal

Directive N° 9R — Déclarations d'impôt

<i>Observations</i>	<i>Auteur des observations</i>
49. Il faut clarifier l'article 15 afin d'indiquer au syndic s'il doit continuer ou ne pas envoyer la déclaration.	Ontario
50. Les directives sur la production des déclarations d'impôt sur le revenu postfaillite aideraient les syndics.	Ontario
51. Les agents de Revenu Canada doivent être éduqués sur l'interprétation de cette directive.	Ontario
52. Il est proposé que les syndics aient l'autorisation de retourner une partie de la déclaration postfaillite au failli.	Ontario
53. Les articles 14 et 15 de cette directive doivent être mieux expliquées.	Ontario
54. La production d'une déclaration postfaillite pour le bénéfice de l'actif devrait être obligatoire.	Ontario
55. Il est fortement recommandé que le bureau du Surintendant reprenne les négociations avec Revenu Canada.	Ontario
56. La jurisprudence semble contredire la position adoptée à l'article 17 de cette directive.	Ontario
57. Il serait souhaitable, pour la protection des syndics, que le failli comprenne qu'il n'a pas besoin de céder les remboursements postfaillite.	Ontario
58. Éliminer la nécessité de produire des déclarations postfaillite lorsqu'il n'y a pas de remboursement.	Montréal
59. Il est nécessaire d'éclaircir le règlement sur les crédits d'impôt pour enfants.	Montréal
60. Cette directive n'a besoin d'aucune clarification, cependant, le manque d'uniformité dans la perception du crédit Impôt provincial causent des problèmes dans l'administration du dossier et la principale recommandation est la confection d'une formule uniforme pour tous.	Québec

43. Paragraph 6(d) should be withdrawn since it is of little significance to the general public.	Ontario
44. Paragraph 2 should be deleted.	Edmonton Calgary
45. Since there are no CIA disciplinary measures for misleading advertising, this Directive is necessary.	Edmonton Calgary
46. The existence of a referral body to review advertising before publication would be helpful.	Edmonton Calgary
47. The identification of the resident office address in the non resident advertisement was not considered relevant.	Montreal
48. The advertising design specifications should be developed.	Montreal

Directive #9R – Income Tax Returns

Comments

Origin of Comments

49. Paragraph 15 must be clarified to instruct trustee to pursue or not post returns.	Ontario
50. Direction in preparing post bankruptcy tax returns would help trustees.	Ontario
51. Officer from Revenue Canada must be educated on interpreting this Directive.	Ontario
52. It is suggested that trustees should be allowed to return a portion of the post return to the bankrupt.	Ontario
53. Paragraphs 14 and 15 of this Directive must be better explained.	Ontario
54. The filing of post bankruptcy returns for benefit of the estate should be mandatory.	Ontario
55. It is strongly recommended that the Office of the Superintendent re-open negotiations with Revenue Canada.	Ontario
56. Case Law appears to contradict with the position taken in paragraph 17 of this Directive.	Ontario
57. It is advisable for trustee protection, that the bankrupt understands he does not have to assign post returns.	Ontario
58. Elimination of the need to file post returns where no refund exists.	Montreal
59. Clarification of the Child Tax Credit regulations would be needed.	Montreal
60. No clarification needed; however, a lack of uniformity in the collection of Provincial credits causes problems in the administration of estate. The main recommendation is the standardization of provincial return process.	Quebec

Directive N° 10 — Déclaration des recettes résultant de la réalisation des biens en cas d'administration sommaire

Observations

61. Les syndicats interprètent la Loi sur les exemptions de façon différente. De l'aide serait utile pour supprimer les incohérences.
62. Les syndicats devraient avoir la possibilité de déclarer les montants nets réalisés sur la vente de véhicules.

Auteur des observations

Edmonton
Calgary

Edmonton
Calgary

Directive N° 11 — Programme d'accès à la faillite

Observations

63. Le programme d'accès à la faillite décrit dans la directive n'existe pas en réalité. Il doit être repensé.
64. Il faut insister davantage sur l'éducation du consommateur failli aux options de la faillite, c'est-à-dire les propositions du consommateur.
65. On demande que les dossiers soient référés à un syndic spécifique et l'établissement d'un registre comprenant tous les noms des syndicats et des débiteurs. Les syndicats participant pourraient avoir accès à ce registre.
66. Les programmes devraient être publicisés pour éviter le phénomène des consultants financiers.

Auteur des observations

Montréal

Montréal

Québec

Québec

Directive N° 15 — Coûts associés à la réalisation d'actifs pour le compte d'un créancier garanti

Observations

67. Lorsqu'il opère dans la double capacité, le syndic devrait le divulguer.
68. Il est recommandé que le syndic ait un mandat écrit lorsqu'il fait office d'agent. Cependant, cela ne s'appliquerait pas lorsqu'il fait office de syndic pour réaliser les actifs d'un créancier garanti.
69. Il devrait être obligatoire pour un syndic d'obtenir un avis juridique sur la garantie de toute réclamation importante faite par un créancier garanti.
70. Dans la plupart des cas complexes, dans lesquels le syndic agit dans sa double capacité, il faut avoir foi en l'intégrité du syndic et la respecter.

Auteur des observations

Montréal

Montréal

Montréal

Montréal

Directive N° 17R — Revenu excédentaire

Observations

71. Il est recommandé que des lignes directrices nettes soient formulées pour identifier le revenu excédentaire pour des familles de taille différente. Celles qui sont en usage actuellement ne sont pas réalistes.

Auteur des observations

Halifax
Edmonton
Calgary

Directive #10 – Reporting of Receipts Resulting from the Realization of Assets in Summary Administrations

Comments

Origin of Comments

61. Trustees interpreting Exemptions Act differently. Assistance would be helpful in overcoming inconsistencies.
62. Trustee should be allowed to report net proceeds on motor vehicles.

Edmonton
Calgary

Edmonton
Calgary

Directive #11 – Bankruptcy Assistance Program

Comments

Origin of Comments

63. The Bankruptcy Assistance Program as described in the Directive does not exist in reality. It needs to be rethought.
64. Greater emphasis must be placed on educating consumer bankrupt of the options to bankruptcy, i.e. consumer proposals.
65. Estates should be referred specifically to a trustee and a register established with trustee and debtors' names. Trustees should have access to this register.
66. This program should be advertised to avoid the phenomenon of financial consultants.

Montreal

Montreal

Quebec

Quebec

Directive #15 – Costs Associated with the Realization by the Trustee of Secured Creditors' Assets

Comments

Origin of Comments

67. When operating in dual capacity, the trustee should disclose his/her joint capacity.
68. It is recommended that a trustee have a written mandate when acting as agent. However, this would not apply when acting as trustee in liquidating the assets of a secured creditor.
69. It should be obligatory for a trustee to obtain a legal opinion on the security of any major claim by a secured creditor.
70. In most complex cases involving acting in dual capacity, the integrity of the trustee must be respected and relied upon.

Montreal

Montreal

Montreal

Montreal

Directive #17R – Surplus Income

Comments

Origin of Comments

71. It was recommend that clear guidelines be established in identifying surplus income for different family sizes. Those in current use not realistic.

Halifax
Edmonton
Calgary

72. Les augmentations de dépenses relatives pour un plus grand nombre de membres de la famille n'est pas cohérent (c'est-à-dire que le coût pour la deuxième et la troisième personne à charge est différent).	Halifax
73. Les lignes directrices devraient être mises à jour entièrement et de façon plus opportune.	Halifax
74. Il faut envisager de créer des lignes directrices régionales ou locales.	Halifax Ontario
75. Les lignes directrices sur la pauvreté devraient être remplacées par des exemptions personnelles utilisées dans la Loi de l'impôt sur le revenu ou par les indices du coût de la vie provinciaux.	Halifax Edmonton Calgary
76. On a pris note qu'il s'agit plutôt d'un guide.	Québec
77. Les lignes directrices doivent être remplacées par un «bon budget».	Ontario
78. Les tribunaux doivent adopter une attitude plus ferme à l'égard du paiement de revenu excédentaire signalé.	Edmonton Calgary
79. Les syndic doivent se reporter aux dépenses familiales pour établir la disponibilité du revenu excédentaire.	Montréal
Directive N° 19 — Publication dans un journal local	
<i>Observations</i>	<i>Auteur des observations</i>
80. Les syndic recommandent que la publication d'une faillite dans un journal local soit acceptable si publiée dans un journal du district o la faillite a été déposée.	Québec
81. Le paragraphe 9(a) en franne devrait pas ętre exclusif aux quotidiens vendus par abonnement mais plutęt ę tout journal vendu en kiosque.	Québec
Directive N° 22 — Ręalisation des biens de l'actif	
<i>Observations</i>	<i>Auteur des observations</i>
82. L'exemption des RęER en vertu des politiques sur l'assurance-vie cręe des inęquitęs et des problęmes de production de rapport.	Edmonton Calgary
83. Non nęcessaire	Québec
Directive N° 23 — Avis aux faillis et officiers d'une corporation en faillite relativement ę leurs devoirs et obligations	
<i>Observations</i>	<i>Auteur des observations</i>
84. Les pięces jointes ę l'accusę de ręception devraient ętre rędigęes dans un langage plus courant.	Ontario

72. The relative expense increases for more members in the family is not consistent. (i.e. 2nd & 3rd dependant costs different)	Halifax
73. The guidelines should be updated regularly and in a more timely manner.	Halifax
74. Consideration be given to establishing regional or local guidelines.	Halifax Ontario
75. Poverty guidelines should be replaced by personal exemptions used in the Income Tax Act, or Provincial Cost of Living Indexes.	Halifax Edmonton Calgary
76. We have noted that it is only a guide.	Quebec
77. Guidelines be replaced by "good budget".	Ontario
78. The Court must take a stronger stand on the payment of reported surplus income.	Edmonton Calgary
79. Trustee should reference family expenditures in determining availability of surplus income.	Montreal

Directive 19 – Publication in Local Newspaper

Comments

*Origin of
Comments*

80. Advertising of a bankruptcy in a local newspaper be acceptable if published in a newspaper where the bankruptcy has been filed.	Quebec
81. Paragraph 9(a) in french should not be limited to newspapers sold by subscription but also sold in newspaper stands.	Quebec

Directive #22 – Realization of Estate Assets

Comments

*Origin of
Comments*

82. The exempting of RRSP'S under life insurance policies is creating inequities and reporting problems.	Edmonton Calgary
83. Not necessary	Quebec

Directive #23 – Notice to Bankrupts and Officers of a Bankrupt Corporation With Regard to their Duties and Status

Comments

*Origin of
Comments*

84. Attachments to the acknowledgement should be available in more every day language.	Ontario
--	---------

Directive N° 24 — Retrait d’avances de rémunération de syndic dans les administrations de faillites ordinaires

Observations

Auteur des observations

85. Au lieu d’une réunion, l’approbation écrite, c’est-à-dire la résolution signée de l’inspecteur pour les avances de rémunération devrait suffire. Les syndic aimerait avoir une orientation à cet égard.

Ontario

86. Les retraits devraient être les mêmes, qu’il s’agisse d’une administration ordinaire ou sommaire.

Winnipeg
Regina

87. Il serait bon qu’il y ait des lignes directrices pour prévoir les coûts nécessaires pour compléter l’administration des dossiers qui figurent à l’article 5.

Winnipeg
Regina

Directive N° 25 — Utilisation du bélinographe

Observations

Auteur des observations

88. La dernière ligne de l’article 4 devrait être modifiée par l’addition de ce qui suit :
«...à moins que d’autres dispositions ne soient prises».

Vancouver

89. Les syndic devraient conserver le droit d’utiliser ou non le bélinographe.

Vancouver

90. Les normes de contrôle de la qualité du matériel devraient être utilisées et les normes de transmission devraient être abordées par la directive.

Vancouver

Directive #24 – Withdrawal of Advances on Trustee Remuneration in Ordinary Bankruptcy Administrations

Comments

Origin of Comments

85. In the place of a meeting, written approval, i.e. signed inspector resolution for fee advances should suffice. Trustee would appreciate direction on this item.

Ontario

86. Withdrawals should be the same under summary and ordinary administrations.

Winnipeg
Regina

87. Guidelines for projecting costs to complete administrations as indicated in paragraph 5 would be appreciated.

Winnipeg
Regina

Directive #25 – Fax Utilization

Comments

Origin of Comments

88. The last line of paragraph 4 should be amended to include: “unless other arrangements are made”.

Vancouver

89. Trustees should retain the right to use or not to use FAX capabilities.

Vancouver

90. Quality control standards on material to be used and transmission standards should be addressed by the Directive.

Vancouver

DIRECTIVES

DIRECTIVES

No. 32

RAPPORT DU SYNDIC AUX CRÉANCIERS SUR L'ADMINISTRATION PRÉLIMINAIRE

TRUSTEE'S REPORT TO THE CREDITORS ON PRELIMINARY ADMINISTRATION

Émise: le 1^{er} avril 1990

Issued: April 1, 1990

Objet

Cette directive remplace l'énoncé de politique #5 publié le 28 juillet 1969 et amendé le 30 novembre 1977.

Purpose

This Directive replaces Policy Statement #5 issued on July 28, 1969 and revised on November 30, 1977.

Généralités

1. Un des principes fondamentaux de la Loi sur la faillite est l'autonomie administrative des créanciers et il est prévu une première assemblée des créanciers afin que ceux-ci puissent discuter de leurs intérêts collectifs dans l'administration de l'actif.

2. Le paragraphe (5) de l'article 102 de la Loi sur la faillite établit de façon précise les fonctions des créanciers lors de leur première assemblée:

- (a) l'examen des affaires du failli;
- (b) la confirmation de la nomination du syndic ou son remplacement;
- (c) la nomination des inspecteurs, et
- (d) la communication au syndic des instructions que les créanciers peuvent juger opportunes quant à l'administration de l'actif.

3. À moins de posséder suffisamment de renseignements, les créanciers ne peuvent remplir adéquatement ces responsabilités. C'est pourquoi, le rapport du syndic à la première assemblée des créanciers constitue un élément très important dans l'administration des faillites.

Background

1. One of the underlying principles of the Bankruptcy Act is that of creditors' control and it provides for a first meeting of creditors to discuss their collective interest in the administration of the bankrupt's estate.

2. Section 102 (5) of the Bankruptcy Act sets out specifically the functions of the creditors at their first meeting:

- (a) to consider the affairs of the bankrupt;
- (b) to affirm the appointment of the trustee or substitute another in place thereof;
- (c) to appoint inspectors, and
- (d) to give such directions to the trustee as the creditors may see fit with reference to the administration of the estate.

3. Without adequate information, the creditors are not in a position to properly perform these duties and therefore the trustee's report at the first meeting of creditors is a very important element in the administration of bankruptcy.

Politique

4. Le syndic doit émettre un rapport préliminaire avant la première assemblée des créanciers qui doit contenir:

- un bref historique
- une évaluation préliminaire des actifs par le syndic et de l'information sur les biens grevés de garanties
- les mesures conservatoires prises
- l'information pertinente concernant les réclamations prouvables
- les procédures judiciaires, transactions révisables et paiements préférentiels
- la divulgation du syndic concernant les garanties avec tierces parties ou garants et toute situation possible de conflit
- et lorsque possible, la distribution projetée et les commentaires du syndic sur la réalisation estimative.

Cette liste ne doit pas être de nature à limiter la portée du rapport du syndic, d'empêcher la présentation de points pertinents ou de restreindre les activités du syndic afin de réaliser le plus possible pour l'actif.

5. Dans le cas de faillite de consommateur, un rapport écrit peut ne pas être nécessaire; une déclaration verbale du syndic devrait alors normalement suffire.

6. Sauf dans le cas de faillite de consommateur, le syndic doit remettre au séquestre officiel une copie de son rapport à la première assemblée.

7. Le syndic doit expliquer son rapport aux créanciers avant la présentation de toute motion. Le rapport est alors déposé pour être incorporé dans le procès-verbal de l'assemblée.

Le Surintendant des faillites

Policy

4. The trustee shall submit a preliminary report prior to the first meeting of creditors which includes:

- brief background statement
- trustee's preliminary evaluation of assets and details of security interest
- conservatory and protective measures
- relevant information relating to provable claims
- legal proceedings, reviewable transactions and preference payments
- disclosure statement by the trustee of possible conflict of interest, details of fee guarantees or deposits from third party
- and where possible, projected distribution and trustee's comments on anticipated asset realization.

This list should neither restrict the presentation of any other useful material in the trustee's report nor interfere with the trustee's ability to realize the most for the estate.

5. Because of the nature of the statement of affairs in a consumer file, a formal written report might not be necessary; a verbal statement by the trustee will then normally suffice.

6. Except for consumer files, the trustee must provide the Official Receiver with a copy of his/her report to the first meeting.

7. The trustee should review this report with the creditors before any motion is made. The report will then be tabled for inclusion in the minutes of the meeting.

The Superintendent of Bankruptcy

Statistiques

FAILLITES

février 1990

Statistics

BANKRUPTCIES

February 1990

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total
T.-N./Nfld.	26	4	30	50	7	57
N.-É./N.S.	96	32	128	212	64	276
I.P.-É./P.E.I.	3	0	3	5	1	6
N.-B./N.B.	47	20	67	73	32	105
Québec	1,119	359	1,478	2,119	706	2,825
Ontario	883	160	1,043	1,793	327	2,120
Manitoba	128	33	161	241	63	304
Saskatchewan	100	71	171	181	122	303
Alberta	263	92	355	500	181	681
C.-B./B.C.	196	85	281	417	190	607
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	0	0	0
Yukon	3	0	3	3	1	4
Canada	2,864	856	3,720	5,594	1,694	7,288

PROPOSITIONS

février 1990

PROPOSALS

February 1990

	Mois courant — Current month	Cumul pour l'année — Yearly to date
T.-N./Nfld.	1	1
N.-É./N.S.	0	2
I.P.-É./P.E.I.	0	0
N.-B./N.B.	0	1
Québec	24	37
Ontario	50	84
Manitoba	0	0
Saskatchewan	0	0
Alberta	2	4
C.-B./B.C.	3	7
T.N.-O./N.W.T.	0	0
Yukon	0	0
Canada	80	136

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE FÉVRIER 1990, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF FEBRUARY 1990, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant — Current month		Cumul pour l'année — Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries.....	1	839,673	1	839,673
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction				
Construction industries.....	0	0	2	135,645
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	1	220,766	1	220,766
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	1	770,430	1	770,430
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	1	124,306	1	124,306
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	0	0	1	156,594
Autres industries de services				
Other service industries	0	0	0	0
Total	4	1,955,175	7	2,247,414

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	1	152,134	1	152,134
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries.....	6	207,321	13	599,395
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	1	2,317,617	3	3,280,468
Industries de la construction				
Construction industries	9	2,047,448	18	3,668,611
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	3	154,466	7	428,807
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	8	6,320,231	12	6,565,852
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	1	59,200
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	1	48,010	1	48,010
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	1	845,777
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	2	530,381	4	952,251
Autres industries de services				
Other service industries	1	77,171	3	249,373
Total	32	11,854,779	64	16,849,878

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction				
Construction industries	0	0	0	0
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail				
Retail trade Industries	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	0	0	1	45,169
Autres industries de services				
Other service industries	0	0	0	0
Total	0	0	1	45,169

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant — Current Month		Cumul pour l'année — Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	1	221,372	1	221,372
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	2	220,000
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	4	1,826,188	4	1,826,188
Industries de la construction				
Construction industries.....	6	410,756	8	730,500
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	2	38,355	4	149,549
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	2	123,928
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	2	140,623	4	230,884
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	1	290,613	1	290,613
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	2	274,794	4	858,663
Autres industries de services				
Other service industries	2	171,292	2	171,292
Total	20	3,373,993	32	4,822,989

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
QUÉBEC				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	5	1,037,814	10	1,747,701
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	1	161,627	2	3,479,800
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries.....	4	188,548	8	1,647,597
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	1	148,524	2	230,539
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	25	10,188,061	55	18,471,777
Industries de la construction				
Construction industries	35	3,387,991	66	9,102,009
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	22	2,134,066	40	10,425,363
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	3	163,404	6	373,708
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	29	9,342,018	43	15,699,028
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	103	20,138,437	220	34,287,957
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	4	1,495,909	5	1,736,645
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	2	81,803	8	1,230,849
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	17	5,608,369	33	9,940,476
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	1	80,867	2	634,739
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	2	18,500	3	43,152
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	4	198,160	12	1,182,200
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	54	4,301,994	110	11,823,940
Autres industries de services				
Other service industries	47	53,228,510	81	57,512,019
Total	359	111,904,602	706	179,569,499

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ONTARIO				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	2	68,329
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	1	6,403,696
Industries manufacturières Manufacturing industries.....	12	10,855,183	26	22,268,533
Industries de la construction Construction industries	38	9,009,908	75	29,305,948
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	11	1,080,139	28	2,631,851
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries.....	2	15,141	3	32,141
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	8	2,123,785	14	4,475,783
Industries du commerce de détail Retail trade industries	48	14,128,569	95	20,896,786
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries.....	2	92,226	4	521,935
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	7	3,439,681	15	5,554,615
Industries des services gouvernementaux Government service industries.....	1	34,223	1	34,223
Industries des services d'enseignement Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	2	157,192	2	157,192
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries.....	16	4,532,130	36	7,875,851
Autres industries de services Other service industries	13	2,433,087	25	4,190,666
Total	160	47,901,264	327	104,417,549

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant — Current Month		Cumul pour l'année — Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	2	67,365	2	67,365
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	2	374,519	5	589,073
Industries de la construction				
Construction industries.....	0	0	1	13,125
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	1	15,086	7	430,400
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	5	2,545,443	10	3,014,907
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	14	1,964,012	19	3,370,905
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	2	148,000	3	179,601
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	1	196,848
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	1	92,500	1	92,500
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	4	338,624	6	505,624
Autres industries de services				
Other service industries	2	433,009	8	839,313
Total	33	5,978,558	63	9,299,661

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant — Current Month		Cumul pour l'année — Yearly to Date	
	Nombre	Passif*	Nombre	Passif*
	Number	Liabilities* \$	Number	Liabilities* \$
SASKATCHEWAN				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	28	7,543,343	44	10,643,883
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	1	853,633
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	1	6,932	2	7,933
Industries de la construction				
Construction industries	10	1,664,672	11	1,879,884
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	3	267,785	10	953,433
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	1	51,466
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	1	109,507	3	843,998
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	11	1,888,929	22	3,509,281
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	1	326,154	1	326,154
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	2	327,270	5	1,118,995
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	2	404,644	2	404,644
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	2	498,039	2	498,039
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	7	2,060,925	13	2,426,925
Autres industries de services				
Other service industries	3	219,119	5	432,186
Total	71	15,317,319	122	23,950,454

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ALBERTA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	8	5,243,528	16	5,743,929
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	1	146,400	1	146,400
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	6	1,283,266	10	1,580,468
Industries de la construction				
Construction industries	22	3,969,807	46	7,612,802
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	12	944,728	20	2,043,846
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	1	14,589
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	1	100,563	3	311,311
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	22	3,225,617	36	4,478,811
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	2	1,245,596	5	2,444,429
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	7	624,994	16	1,562,242
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	1	455,181
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	7	1,149,575	14	2,083,353
Autres industries de services				
Other service industries	4	2,116,211	12	2,721,628
Total	92	20,050,285	181	31,198,989

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	1	57,829
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries.....	2	47,353	3	96,484
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	3	109,300	5	309,787
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries.....	5	517,157	11	1,952,554
Industries de la construction Construction industries	17	3,506,654	33	5,173,499
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	8	848,686	21	3,447,378
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries.....	1	3,790	1	3,790
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	9	1,460,454	17	3,280,573
Industries du commerce de détail Retail trade industries	12	1,403,024	39	3,221,625
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries.....	2	114,259	3	136,406
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	7	998,936	18	1,499,398
Industries des services gouvernementaux Government service industries.....	1	28,933	1	28,933
Industries des services d'enseignement Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	3	301,291	4	326,012
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries.....	9	2,665,616	21	3,184,266
Autres industries de services Other service industries	6	195,218	13	446,113
Total	85	12,200,671	191	23,164,647

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRITOIRES DU NORD-OUEST/NORTHWEST TERRITORIES				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction				
Construction industries	0	0	0	0
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	0	0	0	0
Autres industries de services				
Other service industries	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant — Current Month		Cumul pour l'année — Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
YUKON				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	1	83,500
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction Construction industries	0	0	0	0
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail Retail trade industries	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries.....	0	0	0	0
Autres industries de services Other service industries.....	0	0	0	0
Total	0	0	1	83,500

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant — Current Month		Cumul pour l'année — Yearly to Date	
	Nombre	Passif*	Nombre	Passif*
	Number	Liabilities* \$	Number	Liabilities* \$
CANADA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	45	14,265,556	77	18,702,542
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	9	416,301	18	4,175,679
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	8	1,137,521	17	3,100,557
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	2	294,924	5	7,634,268
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	56	27,368,923	116	49,976,994
Industries de la construction				
Construction industries	137	23,997,236	260	57,622,023
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	63	5,704,077	138	20,731,393
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	6	182,335	12	475,694
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	53	15,681,770	92	27,749,528
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	221	49,979,872	448	77,332,531
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	5	1,822,063	7	2,121,999
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	13	2,324,083	28	5,915,543
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	42	11,224,624	88	19,986,753
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	3	144,023	5	894,743
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	2	18,500	3	43,152
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	12	1,247,182	22	2,711,124
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	101	15,854,039	210	29,912,636
Autres industries de services				
Other service industries	78	58,873,617	149	66,562,590
Total	856	230,536,646	1,695	395,649,749

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN FÉVRIER 1990
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN FEBRUARY 1990
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	11	1	0	12	19,399	373,414
AUTRES/OTHERS	15	3	1	19	2,870,865	3,260,661
TOTAL	26	4	1	31	2,890,264	3,634,075
N.-É./N.S.						
HALIFAX	39	9	0	48	1,107,631	2,985,129
SYDNEY	12	6	0	18	595,800	813,563
SYDNEY MINES	2	0	0	2	2,500	23,956
AUTRES/OTHERS	43	17	0	60	6,757,251	10,354,545
TOTAL	96	32	0	128	8,463,182	14,177,193
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	2	0	0	2	4,970	21,151
AUTRES/OTHERS	1	0	0	1	47,015	58,283
TOTAL	3	0	0	3	51,985	79,434
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	2	2	0	4	167,500	166,661
MONCTON	13	4	0	17	251,570	1,060,341
SAINT-JOHN	5	1	0	6	112,447	213,916
AUTRES/OTHERS	27	13	0	40	1,122,615	3,180,255
TOTAL	47	20	0	67	1,654,132	4,621,173
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	2	0	0	2	300	12,385
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	21	8	0	29	1,281,304	3,397,376
DRUMMONDVILLE	2	6	0	8	335,140	546,251
GRANBY	12	8	0	20	460,144	943,412
MULL/GATINEAU/AYLMER	73	16	0	89	1,411,295	2,772,177
MONTRÉAL	498	106	13	617	57,380,260	116,720,815
QUÉBEC	94	40	3	137	12,627,813	29,765,475
SHEMUSKI	10	5	1	16	729,914	1,631,557
SHOBYN	3	5	0	8	62,800	257,003
ALLABERRY DE VALLEYFIELD	14	0	0	14	76,850	477,884
HAWINIGAN	6	11	0	17	1,529,798	1,877,187
HERBROOKE	28	9	0	37	800,665	1,283,950
OREL	3	0	0	3	60,725	97,451
T-HYACINTHE	2	2	0	4	302,697	338,347
T-JEAN-SUR-RICHELIEU	19	3	0	22	71,400	788,039
T-JERÔME	11	2	0	13	116,870	265,589
HETFORD MINES	0	3	0	3	145,100	297,190
ROIS-RIVIÈRES	5	7	0	12	427,253	1,086,166
CTORIAVILLE	4	2	0	6	91,244	283,514
JTRES/OTHERS	312	126	7	445	25,146,865	39,503,413
TOTAL	1,119	359	24	1,502	103,058,437	202,345,181

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN FÉVRIER 1990
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN FEBRUARY 1990
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	5	0	0	5	42,110	210,194
BELLEVILLE	7	0	0	7	12,715	187,422
BRANTFORD	11	0	0	11	345,735	727,206
BROCKVILLE	5	0	0	5	4,530	50,836
CHATHAM	9	0	0	9	167,100	370,394
CORNWALL	10	3	1	14	209,023	435,271
GUELPH	7	0	0	7	22,650	1,031,585
HAMILTON	68	10	3	81	793,543	3,325,434
KINGSTON	18	6	0	24	665,762	3,383,557
KITCHENER	27	3	0	30	849,212	4,120,137
LONDON	22	1	0	23	194,982	1,302,461
MIDLAND	1	0	0	1	5,100	33,342
NORTH BAY	9	2	0	11	72,700	255,428
ORILLIA	3	0	1	4	4,050	28,520
OSHAWA	14	3	0	17	77,700	389,662
OTTAWA	58	22	2	82	1,579,455	4,935,194
OWEN SOUND	2	0	0	2	12,155	56,257
PETERBOROUGH	15	1	0	16	361,337	807,797
SARNIA	8	0	0	8	213,475	262,697
SAULT-STE-MARIE	8	2	0	10	69,030	299,421
ST-CATHARINES/NIAGARA	26	5	0	31	519,435	2,031,430
STRATFORD	3	1	0	4	40,301	109,260
SUDBURY	2	2	0	4	160,500	296,050
THUNDER BAY	3	1	1	5	138,705	455,966
TORONTO	323	56	35	414	11,953,775	43,319,063
TRENTON	1	1	0	2	41,202	203,309
WINDSOR	22	1	2	25	375,916	1,398,113
AUTRES/OTHERS	196	40	5	241	7,404,742	15,606,332
TOTAL	883	160	50	1,093	26,336,940	85,632,338
MANITOBA						
WINNIPEG	99	14	0	113	3,878,164	8,188,383
AUTRES/OTHERS	29	19	0	48	2,941,134	3,407,408
TOTAL	128	33	0	161	6,819,298	11,595,791
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	10	5	0	15	293,510	1,919,630
PRINCE ALBERT	0	0	0	0	0	0
REGINA	26	11	0	37	1,959,403	2,832,091
SASKATOON	41	9	0	50	2,474,626	6,799,896
AUTRES/OTHERS	23	46	0	69	4,135,816	9,670,866
TOTAL	100	71	0	171	8,863,355	21,222,483

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN FÉVRIER 1990
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN FEBRUARY 1990
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	97	31	2	130	4,098,531	10,382,919
EDMONTON	93	19	0	112	1,704,361	5,957,781
MEDICINE HAT	1	3	0	4	124,735	1,564,528
AUTRES/OTHERS	72	39	0	111	3,570,621	11,363,431
TOTAL	263	92	2	357	9,498,248	29,268,659
C.-B./B.C.						
CHILLIWACK	2	0	0	2	1,700	26,486
COURTENAY	4	0	0	4	8,135	54,575
KAMLOOPS	10	1	0	11	278,919	1,132,628
KELOWNA	8	4	0	12	201,951	1,358,130
NANAIMO	3	1	0	4	7,450	64,973
PRINCE-GEORGE	6	4	0	10	72,310	317,203
TERRACE	0	1	0	1	44,375	69,804
VANCOUVER	107	31	2	140	3,225,572	8,095,950
VERNON	4	2	0	6	657,282	2,056,249
VICTORIA	13	16	0	29	623,255	2,680,385
AUTRES/OTHERS	39	24	1	65	1,196,091	4,909,122
TOTAL	196	85	3	284	6,317,040	20,765,505
P.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
YUKON						
TOTAL	3	0	0	3	94,875	158,356
CANADA						
TOTAL	2,864	856	80	3,800	174,047,756	393,500,188

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

	Provinces participantes						
	—						
	Participating Provinces						
	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince-Édouard	Total
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	
Rapport du mois de février 1990							
—							
Report for the month of February 1990							
	50	13	0	7	43	0	113
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois							
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month.....							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	366,718.51	86,321.66	34,432.22	21,033.82	187,736.01	4,490.00	700,732.22
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month.....							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	80,795.46	159,401.66	71,914.63	23,547.13	180,810.37	920.00	517,389.25
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month.....							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	51	31	6	10	43	3	144
Total number of terminations and defaults during the month							

**Adresse des bureaux du Surintendant des faillites
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy**

**Consommation et Corporations Canada - Faillites
Consumer and Corporate Affairs Canada - Bankruptcy**

1400-800 Burrard St.
Vancouver, B.C.
V6Z 2H8
Tel: 604/666-5007

260 St. Mary Ave.
Room 203
Winnipeg, Manitoba
R3C 0M6
Tel: 204/983-3229

25 St. Clair Avenue East
7th Floor
Toronto, Ontario
M4T 1M2
Tel: 416/973-6486

Third Floor, Sam Livingston Bldg.
510-12 Avenue S.W.
Calgary, Alberta
T2R 0H3
Tel: 403/292-5607

10 John Street South
6th Floor, Room 655
Hamilton, Ontario
L8N 4A7
Tel: 416/572-2847

Complexe Guy Favreau
200, boul. René Lévesque O.
Suite 510, Tour Est
Montréal, Québec
H2Z 1X4
Tél: 514/283-6192

10225-100th Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 0A1
Tel: 403/495-2476

The Federal Building
451 Talbot Street, Room 302
London, Ontario
N6A 5C9
Tel: 519/645-4034

112, rue Dalhousie
3ième étage
Québec, Québec
G1K 4C1
Tél: 418/648-4280

2212 Scarth Street
Regina, Sask.
S4P 2J6
Tel: 306/780-5391

255 Argyle Avenue
Ground Floor
Ottawa, Ontario
K2P 1B8
Tel: 613/995-2994

1335 King ouest
Bureau 402
Sherbrooke, Québec
J1J 2B8
Tél: 819/564-5742

105-21st Street East
Saskatoon, Sask.
S7K 0B3
Tel: 306/975-4298

127 Cedar Street
Suite 702, 7th Floor
Sudbury, Ontario
P3E 1B1
Tel: 705/671-0636

1489 Hollis Street
Suite 1500
Halifax, Nova Scotia
B3J 3M5
Tel: 902/426-2900

**En cas de changement d'adresse, s.v.p. aviser
notre bureau le plus tôt possible en complétant et
retournant le formulaire ci-dessous à l'adresse
suivante:**

**If change of address, please advise our office as
soon as possible by filling in and returning the
completed form hereunder to the following
address:**

**Bulletin sur l'Insolvabilité
Consommation et Corporations - Canada
Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9**

**Insolvency Bulletin
Consumer and Corporate Affairs - Canada
Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9**

Indiquer les lettres et les chiffres qui figurent sur l'étiquette-adresse		Quote all letters and numbers shown on address label		Code d'abonnement Subscription Code	
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse				Change of Address Notice to Publisher	
Nom		Name			
Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue			P.O. Box, R.R. or Apt. No., No. and Street		
Ville	City	Province	Canada	Postal CODE postal	
Le destinataire est déménagé à: Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue			The Addressee has Moved to: P.O. Box, R.R. or Apt. No., and Street		
Ville	City	Province	Postal CODE postal		

R RG36-4 1299 10013815F
 CONS & CORP AFF CANGS 771230-01
 LIBRARY (PU-239)
 PORTAGE I - 14TH FLOOR
 OTTAWA
 ON K1A 0C9



If undelivered, return COVER ONLY to:
 Canadian Government Printing Office,
 Supply and Services Canada,
 45 Sacré-Coeur Boulevard,
 Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
 Imprimerie du gouvernement canadien,
 Approvisionnement et Services Canada,
 45, boulevard Sacré-Coeur,
 Hull, Québec, Canada, K1A 0S7



Consommation
 et Corporations
 Canada

Consumer and
 Corporate Affairs
 Canada

